

Entre crises économiques et menaces sur l'environnement: l'expansion des stratégies « extractives » de survie au Gabon

*Dominique Mestre**

La chasse commerciale, la pêche artisanale, l'agriculture périurbaine, la cueillette des produits du cru, la production de bois de chauffe, de charbon de bois, d'agrégats de carrière pour la construction, l'orpaillage..., bref l'exploitation des ressources de la nature sont devenus depuis une quinzaine d'années le principal moyen de subsistance d'une fraction de plus en plus large de la population gabonaise. Entre le quart et le tiers des gabonais, selon les estimations, tirerait, souvent chichement, leurs moyens de subsistance de ces activités (PNAE, 2001)¹. Un paradoxe dans un pays réputé pour être, grâce à son pétrole, un « émirat » africain. Malgré la conjoncture, les crises à répétition qui depuis le début des années quatre vingt frappent régulièrement les économies africaines et le poids de la dette, le Gabon reste, par rapport aux pays voisins, un eldorado affichant un PIB par habitant avoisinant les 4000 dollars US. Mais dans cet eldorado « défraîchi », la pauvreté toucherait, selon la Banque Mondiale², près de 60 % de la population: un problème social d'ampleur mais aussi une menace sur la forêt gabonaise qui représente un patrimoine naturel d'intérêt mondial. Nous sommes dans le Bassin du Congo, le plus grand bloc de forêt pluviale humide après l'Amazonie, considéré comme un capital unique de biodiversité³. Les pressions sur les ressources naturelles sont révélatrices de l'échec des politiques de développement mises en œuvre depuis plusieurs décennies. Les écosystèmes remarquables du bassin du Congo sont menacés par les activités informelles de survie mises en œuvre par la frange la plus pauvre de la population urbaine. Les

* Socio-économiste, consultant et praticien du développement en Afrique. 27 route de la Cayenne, F-76290 Saint-Martin-du-Manoir

1. Le Plan National pour l'Environnement du Gabon (PNAE) a fait l'objet d'une publication aux Éditions L'Harmattan. Boussienguet, Mestre. 2001.

2. Banque mondiale, 1997.

3. Les forêts tropicales abritent 50 % de tous les vertébrés, 60 % des végétaux et peut-être 90 % des espèces totales de la planète selon J. Burley, 2003. In *Unasylva*, n° 209.

questions d'environnement viennent placer sur le devant de la scène la situation des ruraux déracinés habitant à la périphérie des grandes villes.

Itinéraires de la survie au quotidien

Pêcheur à Libreville

La pêche artisanale a pris de l'ampleur avec l'expansion des marchés urbains à proximité desquels elle se concentre⁴. Elle est largement dominée par des immigrants d'Afrique de l'Ouest (Nigéria, Bénin, Togo...) venus au Gabon pour amasser un pécule et qui en ont fait, faute de mieux, leur moyen de subsistance. Plus de mille pirogues⁵ s'élancent chaque jour des villages de pêcheurs implantés en périphérie urbaine pour aller capturer le « bossu⁶ » et la « sardine » le long de la côte, dans les estuaires et les lagunes, zones poissonneuses par excellence. La taille de la sardine a beau diminuer, le volume des captures baisser, la mangrove disparaître pour les besoins du fumage du poisson, la pêche continue. La pêche doit continuer. En vendant chaque jour ses prises aux revendeuses qui se pressent autour de sa pirogue, le pêcheur assure sa subsistance.

« Braconnage » commercial

Ayant quitté son village natal dans un pays voisin du Gabon pour venir travailler sur un des chantiers qui jalonnaient le pays tout au long des années d'expansion économique, la crise venue, il s'est retrouvé au chômage. Comment subvenir à ses besoins, nourrir sa nombreuse famille, quand on n'a pas de qualification ? Par un ami qui travaillait sur une exploitation forestière, il s'est lancé dans la chasse pour approvisionner le personnel du chantier. Depuis, il a fait son chemin. Hier encore, empruntant les pistes forestières, il plaçait ses lignes de pièges dans les forêts longeant le fleuve Remboué. Puis il est allé chasser vers la Lopé. Grâce au chemin de fer, rusant pour éviter la brigade des Eaux et Forêts, il venait régulièrement vendre le gibier aux revendeuses des marchés de Libreville. Puis les forêts s'épuisèrent, l'obligeant à déplacer ses activités et à s'éloigner toujours plus de son marché pour trouver des lieux de chasse favorables. L'ouverture de nouvelles concessions forestières, au nord ouest de Mitzic lui a permis d'accéder à des forêts encore intactes et très giboyeuses ; de quoi subvenir, pendant quelques années, aux

4. Il est trop tôt pour apprécier l'impact du « déguerpissement » et de la destruction des villages de pêcheurs étrangers installés en périphérie de Libreville, organisés fin 2002 par les autorités, pour des motifs de sécurité.

5. Il y a environ 3500 pêcheurs maritimes artisanaux. Étude SÉPIA, 1998.

6. *Pseudolithus elongatus*, espèce de poisson démersale. Lorsque les pêcheurs parlent du bossu, il faut y voir toutes les espèces démersales. G.S. Bignoumba, 1995.

besoins de sa famille vivant à la périphérie de Libreville dans une cahute en bois construite à flanc de colline.

Agriculture péri-urbaine aux portes de la ville

Installée à Libreville, elle s'occupait de ses enfants pendant que son mari travaillait sur les chantiers qui transformaient en capitale la petite ville héritée de l'époque coloniale. Le travail ne manquait jamais, il y avait toujours un nouveau chantier qui s'ouvrait. Puis les entreprises fermèrent ou licencièrent leur personnel. Nourrir une famille nombreuse devenait de plus en plus difficile. Elle n'avait aucune formation, ayant grandi au village où elle n'avait pas dépassé le cycle primaire, accompagnant plutôt sa mère aux plantations. Une de ses amies la sollicita pour l'aider à travailler les champs qu'elle avait ouverts derrière l'aéroport : banane plantain, manioc, légumes divers... C'est ainsi que depuis plus d'une dizaine d'années, grâce aux plantations qu'elle cultive, elle nourrit tant bien que mal ses enfants. Elle a quitté le secteur de l'aéroport pour installer ses champs le long de la nationale n° 1 en direction de Kango. Tous les matins elle emprunte un « clando » pour aller travailler ses champs après le kilomètre 25. Tout le long de la route se succèdent plantations, jachères et petits hameaux. Les rendements diminuent car la terre s'épuise à cause des jachères trop courtes. Chaque jour, de nouvelles maisons sont construites à proximité de la route, repoussant les activités agricoles. Le front pionnier progresse sans cesse, ouvrant à la colonisation agricole et immobilière de nouveaux espaces forestiers.

Pauvreté et précarité dans une économie de rente : origine et expansion des stratégies « extractives » informelles de survie

Si le chasseur professionnel, le pêcheur et la paysanne sont sortis des villes à recherche de gibier, d'une pêche « miraculeuse », de quelques lambeaux de forêt à cultiver, l'origine de ces stratégies informelles a probablement un rapport avec le phénomène urbain tel qu'il s'est développé et se développe encore au Gabon.

Processus migratoires

C'est autour de la mise en valeur des ressources naturelles – de la traite à l'exploitation pétrolière, en passant par l'okoumé et le manganèse – que se sont développés les grands mouvements migratoires qui ont donné naissance aux villes gabonaises. La mobilisation massive des actifs avant 1960 pour les besoins des chantiers forestiers, le travail forcé et les regroupements de villages par l'administration le long des routes en création ont initié un grand mouvement des hommes vers la plaine

côtière⁷. Le boum économique issu de l'exploitation minière et pétrolière (dans les années 1960-1970) a parachevé ce processus en attirant les populations dans les villes naissantes (Libreville, Port-Gentil, Haut Ogooué), à la fois lieux de redistribution de la rente et symbole de la modernité (Balandier, 1952; Dermigny, Serre, 1952; Lasserre, 1958; Sautter, 1966; Pourtier, 1989).

Ces migrations ont drainé les populations rurales de l'intérieur du pays vers la côte. Plus de 60 % de la population vit aujourd'hui sur la frange côtière. À l'émigration interne, s'est ajoutée l'émigration régionale et continentale, avec l'afflux de populations d'Afrique Centrale, d'Afrique de l'Ouest et du Sahel⁸, d'Europe⁹. Depuis les années 80, l'immigration étrangère représente, selon les sources, entre 15 et 20 % de la population gabonaise.

Explosion urbaine

En quelques années, Libreville qui n'était à l'aube des indépendances qu'une bourgade endormie sur la rive droite de l'estuaire du Komo¹⁰, s'est transformée en une capitale animée, industrielle, où se côtoient toutes les ethnies, toutes les régions du Gabon et d'Afrique. Le Gabon va connaître une explosion du phénomène urbain, un exode rural brutal et généralisé résumé par les deux chiffres suivants : en 1960, plus de 80 % de ruraux ; en 2000, plus de 80 % d'urbains... La population de Libreville a été multipliée par 5, passant en l'espace de 15 ans de 70 000 à 340 000 habitants.

L'explosion urbaine tirée par une économie de rente, le développement des activités économiques induites, des fonctions administratives, des équipements et services publics, ont conduit à une extrême concentration des hommes dans quelques grands pôles urbains : Libreville, Port-Gentil et Haut Ogooué regroupent aujourd'hui 60 % de la population urbaine et 56 % de la population totale. Ces villes cosmopolites rassemblent les populations issues de toutes les régions du Gabon, mais aussi de nombreux immigrants étrangers attirés par la prospérité du pays.

7. Des migrations spontanées, mais aussi organisées pour approvisionner les grands chantiers pendant le boum économique.

8. Les effets conjugués des aléas climatiques (sécheresses des années 70 et 80), d'une forte croissance démographique, de prix internationaux défavorables et de la dégradation de l'environnement (désertification) ont conduit les populations du Sahel à migrer vers des pays réputés plus riches comme le Gabon. Voir notamment les diagnostics réalisés au titre de l'élaboration des DSRP du Niger, Sénégal, Mali, les études du CILSS et du Club du Sahel.

9. Aux plus beaux jours du boum de l'économie gabonaise, il y avait plus de vingt mille français au Gabon.

10. 12 500 habitants en 1950 à Libreville, 9 350 à Port-Gentil.

L'explosion démographique des villes gabonaises, leur développement non maîtrisé et brutal, les dérèglements économiques et sociaux qu'ils suscitent, se combinent pour aggraver la vulnérabilité de larges fractions de la population. L'occupation anarchique de l'espace urbain, la permanence de fortes disparités de revenus et d'une grande précarité¹¹ se traduisent par la multiplication des quartiers sous-intégrés, « espaces excluant » dépourvus des services de base en milieu urbain : eau potable, voirie, ramassage des ordures, drainage, assainissement et traitement des eaux usées... Le développement de ces quartiers sous-intégrés, véritables îlots de précarité à la périphérie des villes, accroît la vulnérabilité des populations économiquement faibles, rejetées par le secteur moderne. À l'incertitude économique, s'ajoutent l'insalubrité, la menace des inondations et des maladies dans un environnement dégradé (paludisme, maladies diarrhéiques et respiratoires...), la difficulté d'accéder aux services collectifs de base (transport, santé, école, marché...). Pauvreté et précarité s'enchaînent. Exclues du salariat, écartées du partage de la rente et rejetées à la marge des villes, ces populations sont menacées dans leur survie quotidienne.

Crises cycliques de l'économie de rente gabonaise et expulsion de larges fractions des actifs du secteur formel de l'économie

L'hégémonie des activités extractives formelles (foresterie, mines et pétrole) et la forte dépendance vis à vis des ressources pétrolières (78 % des exportations), sont des facteurs de forte vulnérabilité de l'économie gabonaise par rapport aux fluctuations qui affectent de manière cyclique les marchés mondiaux des matières premières. Ceci n'est pas sans rapport avec la marginalisation des activités de production (agriculture, secteur manufacturier¹²), les activités extractives dominantes ayant un faible effet d'entraînement sur les autres secteurs de l'économie. Ainsi le secteur pétrolier, malgré le doublement de la valeur ajoutée entre 1985 et 1991, n'a eu que peu d'effet d'entraînement. À la fin des années 80, malgré la bonne santé des activités extractives, on constatait le faible niveau des créations d'emploi¹³.

Subissant les fluctuations cycliques du marché des matières premières (crise du bois, effondrement des cours du baril de pétrole, marasme des cours du manganèse...), l'économie gabonaise a connu plusieurs graves récessions (1977-78, 1985-87, 1998-99). Au milieu des années 80, la conjonction de l'effondrement des prix du pétrole et du cours du dollar

11. On estime qu'environ les deux tiers de la population de Libreville et Port-Gentil vivent au-dessous du seuil de pauvreté (DGSEE, 1994).

12. Un secteur qui depuis quarante ans oscille entre 4 et 7 % du PIB.

13. Selon les données de l'ONE, le secteur pétrolier est celui qui, relativement à son chiffre d'affaires, crée le moins d'emplois.

est à l'origine d'une contraction de 40 % du PIB entraînant la réduction de moitié du budget de l'État et une baisse drastique des revenus. Cette crise – qui coïncide avec la fin d'un des plus grands chantiers qu'a connu le pays, la construction du chemin de fer transgabonais¹⁴ – va jouer le rôle de catalyseur dans l'émergence des stratégies « minières » de survie. C'est au milieu des années 80 que la chasse commerciale, la pêche artisanale, l'agriculture périurbaine et la cueillette prennent leur essor... À la fin des années 90, une nouvelle crise s'annonce avec la baisse de la production pétrolière¹⁵ entraînant le recul du PIB (- 19 %), la contraction de l'activité du secteur non pétrolier et l'accroissement du chômage¹⁶. Ces crises cycliques de l'économie de rente sont à l'origine de la marginalisation des populations les plus vulnérables. Expulsées du secteur formel de l'économie à chaque crise – disparition de 25 % des emplois du secteur moderne, soit environ 45 000 emplois¹⁷ lors de la récession des années 1985-87 –, de larges fractions de la population sont vouées à l'exclusion et à la précarité.

Qui sont ces pauvres, ces exclus ? La plupart sont des migrants de fraîche date, issus du milieu rural et le plus souvent sans formation ni véritable qualification professionnelle¹⁸. Le boum pétrolier, la multiplication des grands projets et la pénurie de main d'œuvre avaient projeté les populations de l'arrière pays dans les chantiers et les bureaux comme manœuvres et plantons. Mais la première crise venue, avec la fermeture des chantiers et la compression des effectifs dans les entreprises et les administrations, ces hommes et ces femmes, ces paysans déracinés ayant quitté le village¹⁹ ont été les premiers renvoyés.

Des villes de « ruraux » en expansion

La ville en expansion dévore la forêt et les mangroves. À la périphérie urbaine, c'est une auréole de plantations de manioc, banane plantain, piment, oseille, aubergines... Puis sur les sols épuisés par une succession de cultures, les constructions surgissent et finissent par supplanter les plantations. Seuls quelques manguiers, palmiers ou safoutiers émergent alors au milieu des toits de tôles. Dans un pays sans tradition urbaine, les cités sorties de terre en quelques années restent des agglomérations de

14. La construction du chemin de fer transgabonais va mobiliser plus de 4000 travailleurs. Pour répondre aux besoins en main d'œuvre de ce chantier et d'autres, on fera appel aux populations originaires d'Afrique de l'Ouest.

15. Baisse de 11 % de la production pétrolière en 1999.

16. Chômage estimé à 20 % de la population active.

17. On estime qu'un quart au moins de la population a été touchée par cette récession.

18. Malgré un taux de scolarité en niveau primaire très élevé, il y a une très forte « déperdition » scolaire.

19. Une étude de 1980 (BIT) relevait qu'au Gabon le revenu moyen en milieu urbain était 6 fois plus élevé qu'en milieu rural.

ruraux. Hommes et femmes demeurent attachés à leur terroir d'origine. Ils ont apporté en ville leurs traditions. Tous ont conservé leurs habitudes alimentaires, leurs modes de préparation culinaire et leur préférence pour les aliments traditionnels: viande de brousse, « mangue sauvage »²⁰, noisette, *nkumu*, « bois amère »²¹, vin de palme, banane plantain, taros, aubergine locale... Le boum urbain se traduit par l'expansion de la demande en produits locaux traditionnels; d'où le développement croissant des marchés urbains consacrés à ces produits²²...

La demande croissante en ressources naturelles dans les villes, l'enchaînement de l'exclusion et de la dégradation de l'environnement urbain apparaissent comme le moteur de l'expansion des pratiques « extractives » de survie. La crise du milieu des années quatre vingt est la parfaite illustration de ce processus. La récession qui touche l'économie nationale a poussé la population à rechercher de nouveaux moyens de subsistance. Les immigrants venus des campagnes avaient encore un pied dans leur univers d'origine, un passé récent de pêcheur, chasseur, cultivateur ou cueilleur... Pour garantir la survie quotidienne, chacun va faire appel à son savoir-faire. C'est en « nourrissant » la ville, qu'ils vont assurer leur survie. Les marchés où l'on peut s'approvisionner en gibier, manioc, poisson, charbon de bois..., se multiplient et drainent des volumes croissants de produits locaux au rythme de l'expansion urbaine. Chasseurs, pêcheurs, agriculteurs péri-urbains mettent la nature en coupe réglée pour répondre à l'explosion de la demande urbaine.

Des process miniers d'exploitation de la nature

L'émigration, l'installation massive des populations en ville ont constitué une rupture et une dépossession: rupture des liens des hommes avec la nature²³, rupture territoriale et dépossession de leurs droits sur les ressources naturelles. Cette déchirure est porteuse d'une triple mutation:

— Les ressources naturelles, libérées de l'emprise des sociétés traditionnelles qui en régulaient l'usage, sont désormais disponibles pour de nouveaux modes d'exploitation, telle l'exploitation forestière initiée à l'époque coloniale.

20. *Irvingia gabonensis* dont l'amande est utilisée comme condiment dans de nombreux plats cuisinés.

21. *Coula edulis*, *Gnetum africanum*, *Gracina klainiana*.

22. Consommation annuelle à Libreville: 54 000 t de manioc, 16 000 t de banane plantain, 8 000 t de taro, 16 800 t de poissons, selon DGSEE, Enquête Budget Consommation, 1994.

23. Comme le souligne le PNAE, op. cité. les sociétés traditionnelles gabonaises sont marquées par « la croyance en une communion des êtres et des choses... ». G. ROSSI estime, dans *l'ingérence écologique*, qu'en Afrique animiste les interdits, les rites, les pratiques portant sur les bois sacrés etc., correspondent, sous couvert religieux, à une logique de préservation et de reproduction de la ressource ».

— La rupture du lien entre l'homme et la nature a entraîné une perte profonde de sens, d'identité, laquelle favorise l'émergence de pratiques de gestion non durables des ressources naturelles.

— La mobilisation massive des actifs les plus jeunes sur les chantiers forestiers et dans le secteur moderne a entraîné la désarticulation des sociétés traditionnelles et leur écroulement brutal.

La nature devenue sans maître avec l'effondrement des systèmes traditionnels de régulation – interdits, rites, totems, modes de gestion du terroir, forêts sacrées... (Raponda Walker et Sillan, 1962) – se trouve désormais sans défense face à « l'appétit dévorant » des villes. Les populations péri-urbaines ont oublié les anciennes pratiques de gestion de la nature. Face aux impératifs de la survie quotidienne, l'expansion des stratégies informelles est désormais sous l'étroite dépendance des marchés urbains.

Les activités extractives s'organisent selon des modalités qui les apparentent à des pratiques minières. Le chasseur investit un territoire, y déploie ses pièges, capture la faune qui y évolue pour aller vendre le gibier en ville. Quand les pièges restent vides, quand le gibier devient rare, il se déplace, abandonnant son terrain de chasse à la recherche d'un nouvel espace vierge, d'une nouvelle forêt à investir, profitant souvent de l'expansion des activités forestières²⁴. Le chasseur traque le gibier jour et nuit, ne respecte plus aucun des tabous et des interdits qui, dans les sociétés traditionnelles, régulaient les activités de chasse. Quant à la loi moderne, le chasseur l'ignore ou la contournera si nécessaire, rusant pour échapper aux brigades des Eaux et Forêts. Concernant l'agriculture périurbaine, le déplacement du front pionnier est aussi la manifestation d'une progression vers les terres « vierges », qui restent à coloniser, jusqu'à l'épuisement des sols qui seront abandonnés ensuite à l'urbanisation.

Les activités extractives informelles apparaissent comme le « démarquage » de *process* traditionnels revus dans le sens d'une « intensification », pour les besoins d'un marché en expansion. Ils sont souvent le fait de producteurs peu expérimentés. Malgré une adaptation empirique aux conditions du milieu selon les contraintes et les opportunités rencontrées²⁵ (Chauveau, 1999), les techniques apparaissent comme « bricolées ». En la matière, plusieurs cas de figure existent :

24. La diffusion de la chasse commerciale dans les années 90 à l'ensemble du territoire gabonais s'est réalisée grâce aux voies de pénétration ouvertes dans la forêt par l'exploitation forestière. Voir PNAE, *op. cit.*

25. La dynamique d'innovation en matière de mise en valeur des ressources naturelles n'est pas sans rapport avec le « passage » par la ville de ces producteurs. Le fait urbain apparaît comme un des catalyseurs des démarches d'innovation.

— Les *process* reproduisent des schémas anciens mais en utilisant des intrants modernes dont ils systématisent l'utilisation. C'est le cas du piège à câble qui est l'instrument préférentiel du chasseur commercial, la chasse au fusil étant trop coûteuse. Le piège est installé en lignes de plusieurs centaines de mètres dans la forêt. La technique est peu sélective, incapable de différencier le chevrotaïn aquatique, le céphalophe à pattes blanches ou le potamochère...

— Certains *process* apparaissent comme la simple « intensification » de techniques traditionnelles. C'est le cas de l'agriculture périurbaine, qui tout en conservant la technique du brûlis, raccourcit la jachère jusqu'à la supprimer pour continuer à produire.

— Enfin, ce sont des *process* d'urgence qui recourent à des techniques destructrices. C'est le cas de la pêche à l'explosif ou au poison pratiquée dans les lagunes et les cours d'eau. C'est aussi le cas de la récolte de vin de palme qui est pratiquée en abattant la ressource, le palmier...

Ces *process* « bricolés », s'ils répondent à l'urgence et font vivre au quotidien les populations, apparaissent comme peu performants et à l'origine d'un important gaspillage de ressources. Les pièges à câble sont peu sélectifs et beaucoup d'animaux y meurent et pourrissent sur place avant que le chasseur vienne les relever²⁶. Les cultures sur brûlis avec une jachère écourtée ne donnent que de des rendements faibles et décroissants²⁷. La pêche à l'explosif ou au poison donne l'illusion d'une bonne prise, mais compromet les pêches futures. Ce sont des techniques de l'urgence et du court terme. Peu importe le gaspillage²⁸, l'avenir de la ressource, son possible épuisement... Il s'agit d'obtenir un résultat immédiat au moindre coût. L'efficacité (écologique), la performance économique ne sont pas des critères déterminants, même si pour les filières les plus rentables, on peut observer le recours à des techniques modernes. Ainsi la chasse commerciale, tout en laissant pourrir un animal sur trois dans les pièges, recourt fréquemment à l'utilisation de congélateurs pour conserver le gibier avant ou pendant le transport. Ces *process* semblent correspondre à un certain optimum pour des producteurs en situation de forte précarité (pauvreté, activité illégale ou quasi illégale, absence de maîtrise des ressources exploitées, gains à court terme...). La « rentabilité » de certaines filières permet dans cette même logique de prendre plus de risques.

26. Le taux de perte dans ce type de chasse est estimé par les spécialistes à environ 30 % des prises. ÉCOFAC,

27. Les rendements de l'agriculture périurbaine à Libreville sont estimés à 5 t/ha pour le manioc et à 3,5 t/ha pour la banane plantain. BDPA, 1998.

28. De ce point de vue, on n'est pas très loin des logiques qui régissaient il y a peu le secteur extractif formel.

Le secteur « extractif », un rouage essentiel de l'économie

Agriculture périurbaine, chasse commerciale, pêche artisanale et cueillette sont devenues des activités économiques à part entière. Structurées en véritables filières, elles font vivre une fraction de plus en plus importante de la population et jouent un rôle économique et social croissant. Ces filières contribuent largement à l'approvisionnement des marchés urbains et dans certains domaines, elles jouent un rôle essentiel dans l'alimentation des populations gabonaises. Près de 40 % de la viande consommée au Gabon proviendrait de la chasse en brousse²⁹. La pêche artisanale fournirait près de 50 % de la consommation de poisson.

Tableau 1 : Estimation annuelle de la consommation de viande de brousse au Gabon

Sources : E.Steel (1993), PSFE (2000)

	Volume (tonnes)	Valeur (FCFA)
1993	17 900	13 milliards
2000	21 000	30 milliards

Organisées par métiers, faisant travailler de nombreux porteurs, transporteurs, revendeuses, restaurateurs, tacherons, artisans..., ces filières informelles sont devenues une alternative (et bien souvent une activité à part entière) pour de nombreux actifs en mal d'un emploi. Cette alternative est plutôt lucrative selon certaines estimations (Wilkie *et al*, 1998 ; Gally et Jeanmart, 1996 ; Dethiers, 1995 ; Delvingt, 1997). Stimulé par les crises successives qui ont ponctué ces quarante dernières années, le secteur informel dans son ensemble et le secteur « extractif » informel en particulier ont connu une formidable croissance.

Ils occupent désormais une place centrale dans l'économie nationale. Le PIB de l'ensemble du secteur informel après avoir doublé dans les années 80, représentait au début des années 90 entre 13 et 20 % du PIB global et entre 21 et 32 % du PIB hors pétrole (Panhuys, 1992 ; Pochon, 1991). Les actifs évoluant dans le secteur informel, hors secteur traditionnel, ont été multipliés par 3,5 durant les décennies 1980-90. Dans le même temps, le chômage atteignait un taux de 11 % en 1990, 18 à 20 % en 1998³⁰. En 1990, 56 % des actifs évoluaient dans le secteur informel³¹.

29. On considère généralement qu'en Afrique centrale, le gibier est une des principales source de protéine. David S.Wilkie estime que la consommation annuelle de viande de brousse dans le Bassin du Congo dépasse un million de tonnes.

30. En 1995, 30 % des jeunes de moins de 25 ans étaient au chômage.

31. Selon le BIT, en Afrique, le secteur informel absorbe 61 % de la main d'œuvre urbaine et serait à l'origine de plus de 93 % des nouveaux emplois créés au cours des années 90.

Et à la fin des années 1990, le secteur des activités « extractives » informelles représentait 36 % des actifs (PNAE, 2001).

Les « paysans » des villes contre l'environnement

En faisant vivre une large frange de la population du Gabon, le secteur « extractif » informel occupe aujourd'hui une place importante. Les stratégies « minières » de survie, en rupture avec les pratiques traditionnelles de gestion de la nature dont elles sont issues, sont à l'origine de la dégradation des ressources naturelles. Cette dynamique constitue une menace d'autant plus préoccupante que ces activités sont devenues un rouage essentiel de l'économie nationale.

La chasse commerciale, après s'être cantonnée à proximité des grands centres urbains, s'étend aujourd'hui à l'ensemble du territoire forestier (PNAE, 2001), les zones délaissées correspondant aux espaces où le gibier a disparu. L'agriculture périurbaine s'étend à la périphérie des grandes villes, le long des principaux axes de communication. Pour Libreville, elle atteint Cocobeach et dépasse Kango, à quelque 100 kilomètres de la capitale, jusqu'à Lambaréné. La pêche artisanale exerce une pression trop forte sur les ressources halieutiques, au point de susciter des conflits entre pêcheurs locaux et étrangers. Elle est aussi à l'origine de la destruction de la mangrove pour les besoins du fumage du poisson. Outre la production de charbon de bois et la cueillette des produits forestiers non ligneux (PFNL), la « foresterie artisanale » (abattage, sciage...) a connu une expansion considérable. Elle approvisionne l'essentiel des marchés urbains et représenterait, selon certaines estimations, plus de 40 000 m³ de sciage par an³².

La pression croissante sur les milieux naturels sont à l'origine des progrès de la déforestation dans les régions d'Afrique centrale présentant les plus fortes densités de population³³ (Doumenge, Gartlan, Langrand et Ndinga, 2001). Les stratégies informelles de survie nourrissent le lien entre précarité et dégradation des milieux. Ces activités, en dégradant les ressources naturelles (faune, ressources halieutiques, végétation et sols des espaces périurbains, ressources forestières...), exacerbant la compétition pour l'accès à des ressources de plus en plus rares, contribuent à l'appauvrissement de la frange la plus fragile des urbains et à l'élargissement d'un modèle minier « insoutenable »

32. L'étude sur la filière bois au Gabon réalisée par TECSLT en 2002 estimait la consommation locale de sciage à 100 m³ pour 1 000 habitant par an.

33. Les causes de la déforestation sont sujet à polémiques. Forestiers, paysans, pauvres sont tour à tour accusés d'être à l'origine de la déforestation des forêts tropicales. Voir sur ce débat les ouvrages de M. C. Smouth et G. Rossi.

L'émergence des politiques environnementales

Ces dernières années, la communauté internationale a multiplié les études sur l'environnement mondial. L'enquête GÉO 2002³⁴ montre l'importance des atteintes à l'environnement sur le continent africain³⁵. La pauvreté apparaît, à l'échelle du continent, comme la cause et la conséquence de la dégradation de l'environnement et de l'épuisement progressif des ressources... Face à ces menaces, les campagnes et actions médiatiques des ONG environnementalistes se déploient. On parle de « tragédie », de « désastre », on évoque « la crise de la viande de brousse », « la destruction des forêts tropicales », « l'extinction des espèces végétales et animales » ; on interpelle l'opinion publique « votre aide est nécessaire pour sauver les grands singes et la faune menacée par le commerce de viande de brousse », on évoque une « dernière chance pour la planète », « notre planète qui brûle »... , images dramatiques à l'appui³⁶ : tendance au catastrophisme ou appel à l'opinion légitime ?

La politique environnementale nationale (biodiversité, aires protégées), soutenue par la communauté internationale sur financements bilatéraux ou multilatéraux et avec l'appui des grandes ONG environnementalistes, se développe. Les aires protégées se multiplient. Le Gabon a annoncé à l'occasion du Sommet de Johannesburg la création de treize Parcs nationaux couvrant 10,8 % du territoire. D'autres pays de la sous-région ont fait, à la même époque, des annonces semblables car la *bonne gouvernance environnementale* est devenue une conditionnalité, une sorte de droit d'ingérence écologique au service des pays du Nord. Ne serait-on pas, une fois encore, en train de déposséder les paysans, les populations locales, du patrimoine légué par leurs lointains ancêtres (Rossi, 2000) ?

Malgré les annonces et le soutien de la communauté internationale, sur le terrain, la réalité en matière de conservation est contrastée. Dressant le bilan de dix années de gestion d'aires protégées en Afrique centrale, un des responsable d'ÉCOFAC relevait que si les politiques de protection de l'environnement ont connu de notables avancées, les résultats concrets sont encore bien modestes (Vives, 2003). Les stratégies de conservation des ressources naturelles se heurtent à de nombreux obstacles et d'abord aux aspirations au mieux être des populations précarisées.

L'échec des politiques de développement rural et agricole

Les politiques de développement agricole et rural ont fait long feu. Malgré les slogans péremptoires : « *autosuffisance alimentaire en l'an 2000* »,

34. *Projet Global Environmental Outlook*, PNUE.

35. Déforestation, désertification, appauvrissement de la diversité biologique et des ressources marines, pénurie d'eau, dégradation de l'environnement urbain...

36. Expressions relevées sur les sites internet d'ONG environnementalistes.

« agriculture, priorité des priorités »... qui ont marqué les années 70 et 80 et ont accompagné la multiplication des opérations de développement, le milieu rural au Gabon est aujourd'hui en voie de marginalisation³⁷: des campagnes désertées, peuplées de vieux, de femmes et de jeunes enfants vivant souvent repliés sur l'autosubsistance dans de petits villages enclavés.

Au Gabon, les multiples expériences de développement agricole et rural, conduits avec les paysans, sans eux ou contre eux (complexes agro-industriels et ranches, fermes et projets d'État...) se sont soldées par des échecs. La plupart des structures ont disparu ou sont en voie de liquidation / privatisation, sans avoir atteint les objectifs annoncés, en dépit d'une forte assistance technique et d'importants investissements. Le boum pétrolier aidant, les villages et les familles se sont massivement déplacés pour se concentrer dans la plaine côtière, avec comme points d'attache Libreville et Port-Gentil.

Menaces croissantes sur la faune, pression sur les sols et la forêt, inquiétude de la communauté internationale qui stigmatise le braconnage³⁸ et l'exploitation anarchique des ressources³⁹... C'est la conséquence des pratiques de survie des ruraux des villes. Réfugiés dans les marges urbaines, loin des spécialistes des questions agricoles et rurales; il aura fallu que des ONG internationales alertent l'opinion sur les menaces pesant sur les gorilles, les chimpanzés, les éléphants, les forêts du Bassin du Congo « *poumon de l'humanité* »..., pour que les ruraux des villes se rappellent à notre bon souvenir. Les atteintes à l'environnement seraient-elles un signal envoyé jusqu'à nous par ces drôles de *paysans*, laissés pour compte du « développement »⁴⁰ ?

Conclusion

Le retour des « paysans » des villes, sous l'angle de l'environnement, n'est pas seulement la démonstration du fiasco des politiques nationales de développement menées depuis les années soixante, c'est aussi le révélateur de l'égoïsme des pays du Nord: « *plutôt traiter des pressions de l'homme sur la nature que d'aborder la question de l'ordre social et des*

37. La densité de la population rurale est inférieure à 1 hab / km² sur les 2/3 du territoire. En trente ans le nombre de villages a été divisé par 2, passant de 4228 en 1960 à 2000 en 1993.

38. Dans un pays comme le Gabon où tous les projets d'élevage classiques ont échoué, la seule option économiquement et écologiquement viable consisterait à promouvoir une chasse durable, une idée qui commence à faire son chemin...

39. Comme le souligne G. ROSSI à propos des causes de la déforestation dans le monde entre 1975 et 1990, il apparaît que celle-ci « est corrélée d'une part avec les activités de type capitaliste cherchant à maximiser les profits et, d'autre part, avec la marginalisation de paysans qui n'ont aucune autre solution ». L'exploitation minière des écosystèmes serait le fait de groupes socio-économiques défavorisés et marginalisés.

40. Que la lutte contre la pauvreté soit devenue, à la fin des années 90, le nouveau « paradigme » des institutions financières et de coopération n'est probablement pas un hasard.

*rapports de forces économiques qui sous-tendent les pratiques dominantes de gestion des ressources naturelles*⁴¹ ». Au nom du droit d'ingérence écologique, l'Occident voudrait interdire ce qu'il a lui-même réalisé depuis bien avant le Moyen Âge : le défrichement et la mise en valeur des espaces forestiers (Rossi, 2000)...

Face à l'échec des politiques de développement, y aurait-il une autre voie possible, s'appuyant sur le secteur informel, les micro-entreprises qui aujourd'hui assurent la survie d'une large fraction des populations africaines ? Le secteur informel, en amortissant les crises de l'économie de rente, malgré ses insuffisances et ses excès, serait-il porteur de dynamiques nouvelles ? Si le rôle de l'économie informelle comme facteur de développement des pays du Sud est une question qui fait débat depuis de longues années (Lautier, 2004 ; de Miras, 1991 ; Penouil, 1998, Hugon, 2003), plusieurs auteurs estiment avec Philippe Hugon que « l'informel est aujourd'hui le principal régulateur économique et social, et qu'il témoigne d'un dynamisme porteur d'avenir » (Hugon, 2003).

BIBLIOGRAPHIE

- ALERS M., ALLARD B., WILKS C., 1988. Conservation et utilisation rationnelle des écosystèmes forestiers en Afrique Centrale. Esquisse du Rapport national Gabon, 64 p.
- BAHUCHET S, MARET P. (éds), 2000. *Les peuples des forêts tropicales aujourd'hui*, Volume III, le cas de l'Afrique Centrale, APFT, 455 p.
- BANQUE MONDIALE, 1997. Gabon : étude sur la pauvreté, Division de la Population et des Ressources Humaines, Banque Mondiale, Washington D.C., 137 p.
- BDPA, 1997. Études préalables à la définition d'une politique d'aménagement et de développement de la Province de l'Estuaire. Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et du Développement Rural, pagination multiple, 3 volumes.
- BALANDIER G., 1952. *Sociologie actuelle de l'Afrique Noire*, 1971, PUF, 532 p.
- BARRO CHAMBRIER, 1987. L'économie gabonaise : ajustement et adaptation dans la dernière décennie, Thèse de doctorat, Institut des Études Politiques, 682 p.
- BIGNOUMBA G. S., 1995. La pêche maritime au Gabon, Thèse de Doctorat, Université de Nantes, 372 p.
- Biodiversity Support Program, 1999. Géographie des relations Ville/Forêt, CARPE, 65 p.
- BOUSSIENGUET J., MESTRE D. (dir.), 2001. *Les Trois Piliers de la Durabilité. Restaurer l'efficacité écologique, Libérer le capital de croissance économique et Réduire les vulnérabilités sociales*, PNAE, République Gabonaise, 268 p.

41. Si nous ne traitons dans ce texte que des pressions sur l'environnement issues des stratégies « minières » d'exploitation des populations paupérisées, il ne s'agit pas pour autant de minimiser l'impact de l'exploitation minière capitaliste. Voir Boussienguet, Mestre, 2001.

- BOUSSOUGOU R., 1994. Estimation de la pression de chasse autour d'un camp forestier au Gabon. Exemple du chantier LEROY, ENEF, 53 p.
- CHARBONNIER F., 1957. *Gabon, terre d'avenir*, éd. Encyclopédie d'Outre-mer, 151 p.
- CHAUVEAU J. P., 1999. L'étude des dynamiques agraires et la problématique de l'innovation. In *L'innovation en agriculture. Question de méthodes et terrains d'observation*, IRD éditions, p 10-24
- CHOUAIBOU MFENJOU M., 2002. *L'Afrique à l'épreuve du développement durable*, L'Harmattan, 297 p.
- COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE, 2001. Stratégie de Coopération et Programme indicatif Gabon-Communauté européenne, 9^e FÉD, Communauté Européenne, 64 p.
- DELVINGT W., 1997. La chasse villageoise. Synthèse régionale des études réalisées durant la première phase du Programme ÉCOFAC au Cameroun, au Congo et en République Centrafricaine, Rapport ÉCOFAC AGRÉCO – CTFT, 73 p.
- DERMIGNY L. et SERRE G., 1954. Au Gabon: le district du bout du monde, in *Cahiers d'Outre-Mer*, avril-juin pp 213-224
- DETHIER M., 1995. Étude de la chasse, Projet ÉCOFAC, composante Cameroun, 99 p.
- DOUMENGE C., GARTLAN S., LANGRAND O., NDINGAA., 2001. Conservation de la biodiversité forestière en Afrique Centrale Atlantique: Le réseau d'aires protégées est-il adéquat?, *Bois et Forêts des Tropiques* n° 268, pp 5- 26
- DROUINEAU S., NASI R., 1999. L'aménagement forestier au Gabon: historique, bilan, perspectives, Projet FORAFRI, 75 p.
- DU CHAILLU P. B., 1996. *Voyages et aventures en Afrique Équatoriale*, Centre Culturel Français de Libreville – Sépia, 556 p.
- GALLY M. et JEANMART P., 1996. Étude de la chasse villageoise en forêt dense humide d'Afrique Centrale, Gembloux, 142 p.
- GFW, 2000. Un premier regard sur l'exploitation forestière au Gabon, World Resources Institute, 50 p.
- GILLON Y., CHABOUD C., BOUTRAIS J., et MULLON C. (éds), 2000. *Du bon usage des ressources renouvelables*, IRD édition, collection latitude 23, 471 p.
- HUGON P., 2003. *L'économie de l'Afrique*, La Découverte, 123 p.
- HUGON P., (dir.) 1980. Secteur informel et petite production marchande dans les villes du Tiers Monde, *Revue Tiers – Monde*, tome XXI, n° 82
- KARSENTY A., 2000. Étude sur la fiscalité forestière en Afrique Centrale, WWF, 78 p.
- KARSENTY A., 2002. Pour une hiérarchisation des causes et des manifestations de l'exploitation illégale des bois tropicaux, CIRAD-Forêt, 7 p.
- LAUTIER B., 2004. *L'économie informelle dans le tiers monde*, La Découverte, 121 p.
- LASSERE G., 1955. Okoumé et chantiers forestiers du Gabon, *Les cahiers d'Outre-Mer*, tome VIII, pp 119-160
- LASSERE G., 1958. *Libreville, la ville et sa région*. Étude de géographie humaine, A. Colin, 346 p.

- MESTRE D., 1998. Évaluation monétaire de la dégradation de l'environnement, PNAE Gabon, 63 p.
- MIRAS (De) C., 1991. De l'accumulation du capital dans le secteur informel, in *Cahiers des sciences humaines*, ORSTOM, vol 23, n° 1, pp 49-74
- MPET-DGSEE, 1994. Enquête Budget et Consommation, Les conditions de vie des populations africaines à Libreville et à Port-Gentil, Tome 2, Direction Générale des Statistiques et des Études Économiques, Ministère de la Planification, de l'Environnement et du Tourisme, 283 p.
- PANHUYTS H., 1992. La montée de l'économie informelle au Gabon: Situation et perspectives, Bureau International du Travail, 175 p.
- OLIVIER de SARDAN J. P., 1995. *Anthropologie et développement. Essai en socio-anthropologie du changement social*, APAD – Karthala, 221 p.
- OWONO P., 1999. Impact socio-économique et spatiale de la chasse commerciale sur le territoire de Konossoville (périphérie de la réserve de Minkébé), ENEF, 71 p.
- PFE, 1994. Actes du colloque national sur la lutte contre le braconnage, Projet Forêt Environnement, 160 p.
- POURTIER R., 1989. *Le Gabon: Espace, histoire et société* (Tome1), L'Harmattan, 254 p.
- POURTIER R., 1989. *Le Gabon: État et développement* (Tome2), L'Harmattan, 345 p.
- RAPONDA WALKER A. et SILLANS R., 1962. *Rites et croyances des peuples du Gabon*, Éd. Présence Africaine, 377 p.
- ROSSI G., 2000. *L'ingérence écologique. Environnement et développement du Nord au Sud*, CNRS Éditions, 248 p.
- SAUTTER G., 1966. *De l'Atlantique au fleuve Congo, une géographie du sous-peuplement*. République du Congo, République Gabonaise, Mouton, 2 volumes, 1102 p.
- SEPIA / COFREPECHE, 1998. Projet de développement de la pêche artisanale et de la pisciculture au Gabon: Rapport de préparation, tome 1 rapport et annexes 1 à 7; tome 2 annexes 8 à 19, pagination multiple.
- SMOUTH M. C., 2001. *Forêts tropicales, jungle internationale*, Presses de Sciences Po, 349 p.
- STEEL E., 1994. Étude sur le volume et la valeur du commerce de la viande de brousse au Gabon, WWF, 83 p.
- TECSULT International, 2002. Étude sur la filière bois au Gabon, PSFE, pagination multiple.
- TREFON T., 2000. Population et pauvreté à Kinshasa, *Afrique Contemporaine* n° 194, 2^e trimestre 2000, pp 82 – 89.
- VIVES M., 2003. Pour que l'arbre ne cache pas la forêt, *CANOPEE* n° 23, janvier 2003, pp 3-9
- WEBER J., 1998. Environnement, développement et propriété. Une approche épistémologique, In *Écologie et société*, Educagri éditions, pp 61-74
- WILKIE D. S. et CARPENTER J. F., 2000. La chasse pour la viande de brousse dans le bassin du Congo, CARPE, 28 p.
- WILKS C., 1990. La conservation des écosystèmes forestiers du Gabon, UICN, 215 p.